

ROBINET Dji

SOMAGEP-SA, revue trimestrielle d'informations générales N°12, Avril. - Juin. 2018



19^e Congrès International et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau (AAE)

**ECHIQUIER INTERNATIONAL
DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**

19^e Congrès International
et Exposition de l'Association
Africaine de l'Eau

Du 11 au 16 Février 2018 à Bamako

Thème : « Accélérer l'accès
à l'assainissement et à l'eau pour tous
aux défis du changement clim... »

Le Mali signe son retour de façon glorieuse !





Sommaire

Extraits des grands speeches	2-5
Le Mali signe son retour de façon glorieuse ..	7-9
Adduction d'eau : Koro et Bankass	9
Stand, un véritable espace d'échanges	10-11
Foras des jeunes, femmes professionnels et maires	12-13
Intrview du Dr Zakari Bouraima	14-15
Les actes du Congrès	16-19
Album photos	19

Contributeurs

Mamadou SANOGO/ SOMAGEP-SA

Fatim Helène TRAORE/SOMAPEP-SA

Mohamed SIRA/ SOMAPEP-SA

Thierno Amadou SISSOKO/ SOMAGEP-SA



ROBINET Dji

SOMAGEP-SA, revue trimestrielle d'informations générales
N°12 Avril. - Juin. 2018

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Boubacar KANE

RÉDACTEUR EN CHEF : Abdrahamane DEMBELE

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Abdoul Aziz TRAORE

COORDINATEUR : Abdoul Karim KONE

ASSISTANT : Alpha Macki DIAKITE

TIRAGE : 2 000 exemplaires

Conception & Impression : AKIM SARL

LE PRESIDENT DU CONGRES, BOUBACAR KANE, DIRECTEUR GENERAL DE LA SOMAGEP- SA :

« L'accès à l'eau devient un des problèmes majeurs auxquels notre continent est confronté aujourd'hui et pour le futur »

« A l'ensemble des Congressistes venus des quatre coins du monde, nous vous disons aw bisimila, akwaba, dalal ak diam, karibuni, bienvenue, welcome, bienvenido, Marhaban en terre africaine du Mali, pays de l'hospitalité par excellence, la Jatiguiya...

Le thème retenu pour ce congrès, « Accélérer l'accès à l'assainissement et à l'eau pour tous en Afrique, face aux défis du changement climatique » est, on ne peut plus, d'actualité. En effet, plusieurs études scientifiques ont prouvé que les variations du climat ont des impacts négatifs sur les ressources en eau dans le monde en général et en Afrique en particulier. Il a été établi par les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) que le système climatique, le système d'eau douce et les systèmes biophysiques et socio-économiques sont intimement liés et que toute modification d'un des systèmes induit des changements sur les autres. L'accès à l'eau devient ainsi un des problèmes majeurs auxquels notre continent est confronté aujourd'hui et pour le futur. En plus de la diminution de la ressource en eau dans plusieurs parties du continent, son inégale répartition selon les régions constitue une préoccupation pour les décideurs politiques et les professionnels de l'eau. D'après les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 650 millions de personnes n'ont pas accès à une source améliorée d'eau potable, dont environ la moitié se trouve en Afrique subsaharienne. Des phénomènes contrastés se manifestent de par le monde à cause du changement climatique. En effet, pendant qu'on observe des périodes plus ou moins prolongées de sécheresse dans les zones sahéliennes, au Moyen Orient ou en Afrique Australe, au même moment, les populations sur les côtes du Pacifique en Amérique Latine et dans le sous-continent indien et même en Europe sont exposées aux inondations.

Plus près de nous, ici même au Mali, les professionnels de l'eau sont les témoins inquiets des phénomènes engendrés par le changement climatique et son impact sur l'accès à l'eau à l'assainissement. Cette année par exemple, le fleuve Niger, troisième fleuve le plus long d'Afrique, environ 4 200 km avec un bassin versant utile de l'ordre de 1 100 000 km² a connu une hydraulicité très moyenne qui pourrait être source de perturbations importantes non seulement dans la desserte en eau potable de certaines grandes villes dont il constitue la ressource principale mais aussi dans l'irrigation des terres agricoles et dans la production de l'énergie hydraulique. La répartition iné-



gale des ressources d'eaux souterraines constitue également une préoccupation majeure dans l'alimentation correcte en eau potable de certaines localités.

Les phénomènes liés au changement climatique, combinés à nos propres insuffisances font peser des menaces sur l'accès rapide à des services d'eau et d'assainissement adéquats. Ainsi, les chiffres les plus pessimistes sont égrenés à longueur de rencontres, colloques et conférences. Il est en effet rappelé que près de 2 milliards de personnes utilisent une source d'eau potable contaminée, ce qui les expose au risque de contracter diverses maladies liées à l'eau (choléra, dysenterie, typhoïde, poliomyélite, etc.). Par ailleurs, on estime que l'eau de boisson contaminée est à l'origine de plus de 500 000 décès par la diarrhée chaque année et représente un facteur majeur dans la propagation de plusieurs maladies tropicales négligées, parmi lesquelles les parasitoses intestinales, la schistosomiase et le trachome.

Dans le domaine de l'assainissement, les chiffres sont encore plus alarmants. L'UNICEF estime à 4,4 milliards de personnes, soit 60% de la population mondiale, qui ne disposent pas de services d'assainissement adéquat.

Que faire donc face à ces tragédies qui nous interpellent tous ?

Nous connaissons les défis de notre secteur et nous devons y faire face. Il s'agit principalement de : la rareté et la qualité de la ressource et du produit fini, des cadres institutionnels inadéquats, des faibles rendements de réseaux, de l'insuffisance des financements et du manque de solutions innovantes. »

**PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'AAE,
M. ABDERRAHIM EL HAFIDI :**

« Le congrès de Bamako confirme l'engagement de notre Association dans la lutte contre les changements climatiques »



Excellence mesdames et messieurs, l'eau devient, parmi les ressources naturelles, la plus affectée par le changement climatique. Cela est démontré par les nombreux rapports scientifiques et techniques. Dans tous les continents, le changement climatique sur le secteur de l'eau se m'infeste notamment à travers l'aggravation de la partition inégale de ces ressources dans le temps et à travers les territoires et dans le temps ainsi que

la multiplication des phénomènes extrêmes comme les inondations et les sécheresses.

Ceci peut conduire principalement à la dégradation des infrastructures et à la sous exploitation des installations, l'envasement des retenus de barrages et à la dégradation des qualités de ressource en eau. De tels changements sont lourds de conséquences pour les populations, les économies et les écosystèmes. Le Continent africain, le premier menacé par cette problématique sans pour autant en être responsable dispose d'un potentiel important en matière d'adaptation et de résilience face au changement climatique.

L'Association Africaine de l'Eau, organisation de référence, qui regroupe l'ensemble des opérateurs de l'eau et de l'assainissement dans le Continent à un rôle primordial pour améliorer les indicateurs liés à l'eau en Afrique, qui malgré les progrès importants accomplis reste pour la grande majorité en dessous des moyens mondiaux.

Aujourd'hui, un tiers de la population du Continent près de 400 millions de personnes est encore privé à l'accès de l'eau potable. Le lien entre l'approvisionnement fiable de l'eau potable et la réduction de la pauvreté est bien établi.

Par conséquent, notre mobilisation est nécessaire pour accélérer la généralisation de l'accès à cette ressource vitale indispensable pour l'amélioration des conditions de vie des populations africaines.

Dans un autre registre, force est de constater qu'il est plus courant dans un autre continent d'avoir un téléphone mobile que d'avoir accès à des services d'assainissement, le manque d'accès à l'assainissement est l'un des facteurs les plus aggravants de la propagation des maladies d'origine hydrique dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier.

L'accès à un assainissement adéquat reste un luxe pour une grande partie de la population. Ainsi 2,4 milliards de personnes dont 700 millions en Afrique sub-saharien n'ont pas de service d'assainissement adéquat. Ces chiffres continuent d'augmenter en fonction de la croissance démographique. Au cours des 15 dernières années, la population urbaine d'Afrique sub-saharien a presque doublé dans la même période. Les interventions pour améliorer l'assainissement dans une partie de l'Afrique ont atteint seulement moins de 20 % de la population.

**PRÉSIDENT D'HONNEUR DU CONSEIL
MONDIAL DE L'EAU, M. LOÏC FAUCHON**

« L'accès à l'eau est avant tout une décision politique »

...Chers amis, l'Afrique est pourvue en eau et les africains en sont majoritairement dépourvus. Et ceci est vrai pour l'eau et encore plus pour l'assainissement. L'Afrique n'est pas seule dans cette situation. Une partie de l'Asie et de la Chine notamment et certaines régions de l'Amérique latine connaissent la mauvaise qualité de l'eau et toutes les formes de désastres liés à l'eau, une véritable crise d'eau.



la mauvaise qualité de l'eau et toutes les formes de désastres liés à l'eau, une véritable crise d'eau.

Au plan hydrique, la planète est en souffrance et une partie de ses habitants avec elle. Ne nous jetons pas des chiffres à la figure, la réalité est suffisamment dure pour que nous n'y ajoutons pas de statistiques approximatifs et souvent peu contrôlables et peu comparables. Ne détournons pas les yeux de ces milliers d'enfants à bas âges. Travaillons sur les causes, agissons sur l'arrivée des solutions, solutions plus adaptées qui puissent se n'inscrire non pas seulement dans le quotidien mais dans le long terme.

Reprenons ensemble la maîtrise du cycle de l'eau. Alors d'où vient cette crise qui s'ajoute aux crises politiques, diplomatique, sécuritaire mais aussi énergétique, alimentaire, sanitaire et d'autres ? Ne nous cherchons pas d'excuse comme le dit le roi du Maroc, Mohamed VI : « la crise climatique est l'ultime injustice qui frappe les plus vulnérables car avant le climat, il y a la démographie et il faut en parler simplement. Il y a l'urbanisation, il y a la moralisation, la commission des mers et des fleuves, de véritables poisons du siècle. Il y a plus largement encore l'aspiration des générations actuelles et des générations futures à bénéficier légitimement d'une élévation de leur niveau de vie consolatrice de masse d'eau dont nous ne disposons pas encore et surtout résistant à la tentation de vendre la maison de l'eau à crédit. Tout cela fait souffrance, tout cela fait crise, tout cela fait tension.

L'assainissement ne doit pas être isolé. A quoi servirai de nourrir des centaines de millions d'africains si enfin nous les laissons mourir de cette maladie qui a été évoquée au paravent ? Nous prônons en nous une alliance des 5 doigts de la main entre l'eau, l'énergie, l'électricité, l'alimentation, la santé et enfin l'éducation. Car sans éducation, nous ne progressons jamais pour convaincre. Que l'accès à l'eau est avant tout une décision politique ! Oui, c'est vrai ! J'avais dit il y a une quinzaine d'année, l'eau potable avant les téléphones portables. Il faut l'internet, il faut le téléphone mais revenons à l'essentiel, l'accès à l'eau pour tous, la dignité pour tous ».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU, MALICK ALHOUSSEINI

« Le Gouvernement du Mali a fait de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'une des priorités de ses actions de lutte contre la pauvreté »

« Cette volonté politique a été clairement manifestée par le Président de la République, à travers son Projet de Société « le Mali d'Abord ». Aussi, le Premier Ministre, dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG), a inscrit l'accès à l'eau potable et à l'assainissement parmi les axes prioritaires du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), qui ambitionne d'atteindre un taux de couverture de 100% à l'horizon 2030 et cela dans le cadre de l'atteinte des objectifs fixés en matière d'accès à l'eau potable par les Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par les l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le Gouvernement, le Président de la République, son excellence Ibrahim Boubacar KEITA, a lancé le Programme Présidentiel d'Urgences Sociales 2017-2020 (PPUS) dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé des populations rurales, semi urbaines et urbaines. Dans le domaine de l'eau potable, le Programme d'urgences sociales d'accès à l'eau potable 2017-2020 a été élaboré à partir d'une analyse de la situation de la couverture des besoins en eau au niveau national qui est de l'ordre de 66,9% dont 70,6% en milieu urbain et 65,3% en milieu rural.

Les objectifs sont clairs : il s'agira d'améliorer de façon équitable et durable l'accès à l'eau potable, d'améliorer de façon efficace et efficiente la qualité du service public de l'eau potable et de favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages.

Ainsi, dans le milieu rural et semi semi-urbain, le Gouvernement investira 88,840 milliards de F.CFA pour réaliser 8 010 nouveaux EPDM (équivalents points d'eau modernes) et en réhabiliter 4 085. En milieu urbain, 284,773 milliards de F.CFA seront investis pour poursuivre les programmes de renforcement, de réhabilitation et d'extension des ouvrages de production et de distribution, y compris la réalisation du projet structurant d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de la localité de Kabala, avec une capacité de production de 288 000 mètres cubes par jour et dont les premiers volumes seront produits en fin décembre 2018. Comme mesures d'accompagnement de cet ambitieux projet et pour faire échos au Programme présidentiel d'urgences sociales, plus de 100 000 nouveaux branchements sociaux seront réalisés pour favoriser l'accès des populations les plus démunies à un branchement domiciliaire.



En matière d'assainissement, le Schéma directeur de Bamako prévoit plusieurs infrastructures de collecte, de relevage et de stations d'épuration d'eaux usées et des boues de vidange.

Le projet d'assainissement de la ville de Bamako, dont les travaux devront durer 24 mois avec un coût total d'environ 30 milliards de FCFA, sera financé par le Gouvernement du Mali avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers. Il permettra, dans sa 1ère phase (2017-2021), de traiter un volume d'eaux usées de 600 m³ par jour, soit 42 tonnes de matières sèches, pour assurer l'assainissement d'une proportion significative de la population de Bamako. Lors des deux prochaines phases du projet (2022-2026 et 2027-2032), le système évoluera progressivement vers la construction de réseaux d'eaux usées et de stations d'épuration affiliées. Cette évolution se fera au fur et à mesure de la mutation vers l'assainissement collectif en remplacement des systèmes individuels actuels. Ce choix évolutif est dicté par les leçons tirées d'expériences comparables dans des contextes similaires en Afrique ».

ECHIQUIER INTERNATIONAL DE

Le Mali signe son retour



L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

ur de façon glorieuse !



Bamako a abrité, du 11 au 16 février 2018 à l'Hôtel Laïco Amitié, la 19e édition du Congrès International et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau (AAE). Placé sous le thème : « accélérer l'accès à l'assainissement et à l'eau pour tous en Afrique face aux défis du changement climatique », l'évènement a fait de la ville des trois cailans la capitale africaine de l'eau et de l'assainissement en accueillant environ 1200 congressistes dont 800 pour les travaux scientifiques et 400 pour les expositions. A travers cette rencontre, le Mali a signé son retour avec gloire sur l'échiquier des rendez-vous internationaux dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

« Etre audacieux et avoir confiance en soi est la clé du succès devant toute entreprise ». Voilà, la philosophie qui a sous-tendu l'attitude de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable et la Société Malienne de Patrimoine de l'Eau, au lendemain de leur création, à se lancer dans la reconquête d'une gloire que le Mali avait perdue en Afrique dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement.

En effet, depuis 2002, l'image du Mali était tombée en hibernation au sein de l'Association Africaine de l'Eau. Cependant, le pays s'est toujours illustré comme le carrefour intellectuel en Afrique de multitudes initiatives panafricaines. En février 1980, aux côtés d'une dizaine de ses pairs, il a participé à la création de l'Union Africaine des Distributeurs d'Eau (UADE) devenue l'Association Africaine de l'Eau par la suite. Mais, à part l'organisation d'une assise du Conseil Scientifique et Technique en 2002, la présence de notre pays au sein de l'organisation faïtière des professionnels de l'eau et de l'assainissement en Afrique a été pour le moins marginale, laissant ainsi la place à de nouveaux adhérents, la nature ayant horreur du vide.

Avec la création de la SOMAGEP-SA et de la SOMAPEP-SA, le Mali a fait un retour remarqué dans l'Association.

« *Mieux vaut tard que jamais !* » peut-on s'exclamer. Grâce à la détermination des dirigeants des deux Sociétés, le Mali a été choisi en 2016 à Nairobi au Kenya pour abriter le 19e Congrès de l'Association. Au paravent, le Mali avait démontré sa capacité organisationnelle des grands événements lors des 1e assises de CST de 2015 et les dernières assises du CST de novembre 2017, dernier défi avant le congrès dont les travaux se sont déroulés du 11 au 16 février 2018 à l'hôtel Laïco de l'Amitié.

Venus d'une cinquantaine de pays, tous membres de l'Association Africaine de l'Eau, les participants, au nombre de 1200, se sont penchés sur les thématiques inscrites au programme des assises avec en toile de fond le thème principal: « *accélérer l'accès à l'Assainissement et à l'eau pour tous en Afrique face aux défis du changement climatique* ». Lequel a fait l'objet d'une réflexion approfondie lors d'un symposium auquel ont pris part les experts nationaux, internationaux et des universitaires.

La cérémonie d'ouverture était placée sous la haute présidence du Premier Ministre de la République du Mali, Son Excellence Soumeylou Boubeye Maïga, avec à ses côtés les Ministres en charge de l'Eau, M. Malick ALHOUSSEINI et de l'Assainissement, Mme KEITA Aïda MBO, le Président en exercice de l'AAE, M. Abderrahim El Hafidi et le Président d'honneur du Conseil Mondial de l'Eau, M. Loïc Fauchon. Les PCA des deux sociétés, les sieurs Younouss Hamèye Dicko et Nancouma Kéïta ainsi que plusieurs autres hautes personnalités de notre pays ont rehaussé par leur présence la cérémonie d'ouverture qui a également enregistré la présence de plusieurs dirigeants et collaborateurs de sociétés d'eau et d'assainissement d'Afrique. Dans leurs interventions, les différents orateurs ont plaidé pour susciter une volonté politique forte pour relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Si le Président du Congrès, M. Boubacar Kane, Directeur Général de la SOMAGEP-SA, a mis l'accent sur les effets du changement et les défis liés à l'accès à l'eau et à l'assainissement tout en appelant les gouvernants et les plus hautes autorités à sauver le fleuve Niger dont la situation hydrologique se dégrade d'année en année, le Président d'Honneur du Conseil Mondial de l'Eau, M. Loïc Fauchon, a insisté sur la promotion du partenariat public-privé pour le financement des politiques et projets d'assainissement en Afrique. Le Président de l'AAE, Abderrahim El Hafidi, a exprimé la volonté de l'Association à jouer sa partition dans la lutte contre le changement climatique et le manque d'accès à l'assainissement sur le continent.

Quant au ministre de l'Energie et de l'Eau, Malick Alhousseini, il a rappelé les efforts consentis par le Gouvernement pour assurer aux populations du Mali des services d'eau et d'assainissement adéquats.

Par ailleurs, les sessions qui sont se déroulées pendant les assises ont toutes permis d'aborder les contraintes qui marquent les secteurs de l'eau et de l'Assainissement.

A rappeler qu'en prélude au congrès, un forum des élus communaux financé par la Fondation Bill et Mé-linda Gates, a réuni une vingtaine de maires dont une dizaine est venue des pays du Continent. Ils ont cogité



sur les politiques et stratégies pouvant être mises en œuvres pour assurer les services de base aux populations avec en toile de fond le thème : « Développement ou transfert des compétences aux gouvernements locaux : quelle voie vers les ODD pour le secteur local de l'Assainissement et de l'Eau ? ».

Au même moment, les femmes professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement abordaient le rôle qui est le leur dans le cadre de la lutte contre les Changements climatiques. Quant aux jeunes Professionnels de l'Eau et de l'Assainissement, réunis dans le cadre

de leur forum, troisième du genre, ils se sont penchés sur le thème : « accélérer l'accès aux services de l'assainissement et de l'eau face aux défis du changement climatique : quel rôle pour la jeunesse ? ».

L'exposition internationale du Congrès de Bamako a enregistré 140 stands animés majoritairement par des fabricants de matériels et équipements de productions et de distribution de l'eau ainsi que de l'assainissement. L'espace consacré à l'exposition a été un véritable lieu de brassage par excellence.



STAND D'EXPOSITION DES PRODUITS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT Un véritable espace d'échange entre acteurs du Secteur !

Parallèlement aux conférences, aux symposiums, le 19e congrès a été marqué par une exposition grande nature où 140 stands bien décorés et équipés se côtoyaient dans deux chapiteaux géants attirant extraordinairement les visiteurs composés d'experts, des professionnels de l'eau et de l'assainissement, des universitaires et d'autres curieux.

C'est sous deux chapiteaux géants qu'étaient installés les 140 stands montés et décorés par la Société Française NGC, de façon à favoriser les échanges d'expériences, d'expertises entre les différents acteurs publics et privés maliens et étrangers opérant dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement.

Selon plusieurs témoignages, on ne se croirait pas en Afrique tellement que l'espace était bien aménagé. A rappeler, l'ouverture de l'exposition a été faite par le Premier Ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, après la cérémonie d'ouverture du Congrès. A la tête d'une forte délégation, il a visité le stand de la SOMAGEP-SA, de la SOMAPEP-SA et de l'ANGESM. Ici, il a eu droit à la présentation de la SOMAGEP-SA à travers ses activités de communication, de télégestion des ouvrages de production, de la cartographie du réseau de distribution et du contrôle de la qualité de l'eau.

Le Premier Ministre, qui a fait le tour de plusieurs autres stands, n'a pas manqué de saluer la qualité de l'organisation. Abordant la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement aux micros des hommes de médias, il a déclaré : « Plus on rend l'eau accessible, plus on favorise la scolarisation des filles par exemple, plus on fait en sorte que les femmes qui sont souvent dans les corvées puissent consacrer leurs énergies à d'autres types de travaux qui leur permet de s'épanouir. L'objectif c'est donc d'améliorer la qualité de vie et les conditions d'existences des uns et des autres et



faire en sorte que nous ayons un environnement où il fait mieux vivre... ».

Le Président du Congrès, Boubacar KANE, Directeur Général de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP), de son côté, a souligné que : « Cette association est créée pour qu'on arrive à se comprendre sur la problématique de l'accessibilité à l'eau et à l'assainissement, donc nous organisons des rencontres, des grandes conférences pour le partage des connaissances qui peuvent permettre à l'ensemble des sociétés à se développer, en plus dans le cadre du congrès, ce sont les experts et professionnels qui se réunissent pour faire des présentations qui nous permet de chercher des solutions innovantes pour nos sociétés... ».

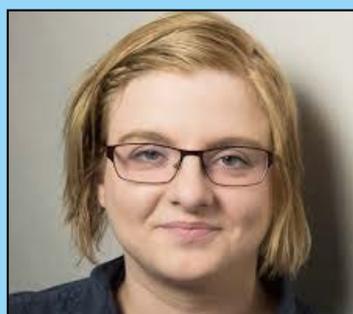
Rappelons que le stand de la SOMAGEP-SA ne désemplissait de visiteurs qui posaient des questions portant sur la qualité de l'eau et se retiraient avec des documents de la Société en occurrence des numéros du journal d'entreprise « Robinet Dji », des dépliants, des brochures et autres gadgets produit.

QUAND LES EXPOSANTS EXPRIMENT LEURS SATISFACTIONS !

Au niveau des stands de l'exposition internationale, l'équipe de Robinet dji recueille les impressions et suggestions de certains exposants sur l'organisation et le déroulement des activités d'expositions.

M. DAOUDA TOLOBA (AFRIQUE AUTO) :

« Je suis satisfait des conditions d'exposition du 19^e congrès de AAE. J'exprime toute ma gratitude à l'endroit de la SOMAGEP SA et de la SOMAPEP SA pour la qualité de l'organisation. J'avoue clairement qu'Afrique Auto a su vendre son image ainsi que son savoir-faire et compte bien faire des affaires avec les visiteurs avec qui elle a échangé ».



Mme STEFANIE

THIEME (DETONG) : *« J'exprime ma satisfaction par rapport à l'organisation de l'exposition et j'affirme avoir échangé avec plusieurs professionnels du secteur qui sont des partenaires potentiels ».*

Mme ATTAR MARIAMA (SODECI) *« Avec toutes les publicités négatives sur le Mali, je suis surprise de constater tout le contraire, la sécurité est sans reproche, le Congrès a été une réussite et j'ai reçu beaucoup de visiteurs dans mon stand. Par contre, je déplore l'absence de commissariat général au niveau des stands d'expositions car celui-ci aurait facilité la communication ».*

M. ASSAF ELIAS (SOTICI) : *« Le congrès a été un cadre d'échange entre professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement. Je souhaiterais que les résolutions adoptées au cours des travaux soient mises en pratique. Quant à l'organisation des expositions tout est parfait ».*



M. SAMUDINI SABI (INTERPLAST) :

« Je suis satisfait globalement de l'organisation du congrès-exposition de Bamako et je n'ai rien à reprocher aux organisateurs. J'ai aussi effectué de multiples échanges professionnels ».

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE & L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

Les Jeunes et les femmes professionnels montent au front



Sous l'impulsion de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) il a été créé les réseaux des jeunes et des femmes professionnels de l'eau et de l'assainissement dans les pays membres de l'Association avec comme objectif de permettre aux femmes de jouer pleinement leur rôle dans la promotion de l'eau et de l'assainissement mais aussi de mieux préparer les jeunes à assurer la relève au sein des sociétés d'eau et d'assainissement pour relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les deux couches, qui viennent d'organiser chacune à ce qui la concerne un forum à l'occasion du 19e Congrès de l'AAE à Bamako du 11 au 16 février 2018, d'exprimer leur volonté de lutter contre le changement climatique et en même temps de promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement. Un combat de longue haleine s'annonce pour les associations des professionnelles de l'eau et l'assainissement.

Le dimanche 11 février 2018 est une date qui est gravée en lettre d'or dans les annales de l'histoire de l'Association Africaine de l'Eau. Il est consacré, en prélude du 19ème congrès de l'AAE, à la tenue des foras des femmes professionnelles de l'eau et de l'Assainissement, deuxième du genre, sur le thème : « Genre et changement climatique » et des femmes professionnels de l'eau et de l'assainissement, troisième du genre, sur comment : « Accélérer l'accès aux services de l'assainissement et de l'eau face aux défis du changement climatiques : quel rôle pour la jeunesse ».

Les deux foras ont suscité une prise de conscience chez les participants que le combat pour l'accès à l'eau et l'assainissement durable dans un contexte de changement climatique nécessite des efforts soutenus mais aussi et surtout une volonté politique au niveau des décideurs qui se sont vues interpellés. Après une matinée de réflexion et d'échanges, il est issu une hypothèse selon laquelle la volonté politique a un rôle important à jouer. Ainsi, a-t-il été retenu que dans un contexte de réchauffement planétaire, les décideurs politiques doivent non seulement se consacrer à la recherche de financements pour le secteur mais surtout sensibiliser tous les acteurs concernés sur la nécessité de changer de comportements. La volonté politique doit se manifester à l'échelle locale, nationale voire internationale.

Lutte contre le changement climatique/AEPHA et décision politique, un tandem nécessaire !

Encore faut-il souligner que la lutte contre le réchauffement climatique dans un contexte d'amélioration du taux d'accès aux services sociaux de base et la recherche du bien-être en matière de politique de développement vont de pair. Aussi un accent doit être mis sur la protection de l'environnement. Pour cela, il s'agit de convaincre les climato sceptiques de l'urgence des fonds à mobiliser et des actions à mener, pour l'assainissement et l'eau, nous devons redoubler d'efforts tout simplement car l'eau c'est la vie, et que le manque d'assainissement est une cause de mortalité humaine. La décision politique est la deuxième roue du tandem qui doit se matérialiser à travers les politiques de l'Etat et des actions concrètes. Le Congrès aura permis de mesurer l'importance du rôle des femmes et des jeunes professionnelles dans la prise de conscience de l'opinion.

Les femmes et les jeunes vers un environnement meilleur !

Les associations de femmes professionnelles et de jeunes professionnelles de l'AAE à travers leurs différentes actions et projets doivent mettre l'accent sur la sensibilisation des populations sur en termes d'assainissement et de protection de l'environnement. Les réseaux de femmes et jeunes doivent travailler en étroite collaboration avec les organisations du secteur pour assurer une forme de continuité et complémentarité des actions déjà en cours. Les femmes et les jeunes du secteur sont amenés à assurer la relève lorsqu'ils seront intégrés à leur tour dans les instances de décisions. C'est la somme de toutes les actions individuelles, collectives, associatives, étatiques qui est nécessaire pour lutter contre les effets dévastateurs du changement climatique. Plus il y a de volonté de changement, plus l'impact du changement sera grand.

Ainsi, pour finir les effets du changement climatique impactent négativement le mode de vie des citoyens de la planète. Les enjeux sont énormes pour la protection de leur environnement, leur santé et leur alimentation d'où la nécessité d'un plan d'actions transversal : WASH, agriculture, sécurité alimentaire, et éducation. Telle une vraie diplomatie de l'eau !

3ème FORUM DES JEUNES PROFESSIONNELS AFRICAINS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

La salle a refusé du monde

Dimanche, le 11 février 2018 n'était point un jour ordinaire car a eu lieu le 3ème Forum des Jeunes Professionnels Africains de l'Eau et l'Assainissement sous le thème : « accélérer l'accès aux services de l'assainissement et de l'eau potable pour tous en Afrique, face aux défis du changement climatique : quel rôle pour la jeunesse ». La salle qui abrita l'évènement était archi comblée jusqu'à ce que la porte d'accès fût bloquée.

Cette mobilisation n'était pas fortuite, elle reflétait l'engagement de la jeunesse Africaine à faire face au challenge de servir toute l'Afrique en eau potable dans un environnement sain. Ce forum s'est situé en marge du 19è congrès international et expositions de l'Association Africaine de l'Eau (L'AAE), tenu entre le 11 et 16 février 2018 à Laïco Amitié.

A cet effet les jeunes professionnels sont venus de partout en Afrique pour prendre part à ce forum et ont discuté des sous thèmes que cinq de nos brillants panelistes ont eu le plaisir d'exposer avec clarté. Les sous thèmes ci-dessous ont été exposés par les personnes dont les noms suivent :

- 1- « La jeunesse africaine face aux enjeux de changement climatique » présenté par M. Drissa DOUMBIA/ AEDD.
- 2- « Quel apport de la jeunesse africaine dans le processus d'accès à l'assainissement face au réchauffement climatique ? » présenté par M. Moussa MARA ex Maire et ex Premier Ministre du Mali ;
- 3- « Comment éviter ou empêcher le rejet des eaux usées dans les installations d'évacuations d'eaux pluviales » présenté par M. Mohamed Y SOUKOUNA ;
- 4- « La jeunesse, levier de développement des sociétés

d'eau. Cas du Mali » présenté par M. Hamadoun M DICKO Ingénieur SOMAGEP SA ;

5- « Impacte de l'urbanisation intensive sur l'agriculture et la qualité de l'eau » Présenté par Mlle Charity –ingénieur.

Mme. COULIBALY F H TRAORE était maître de cérémonie et le panel était modéré par M. Mamadou T SISSOKO, tous jeunes professionnels de l'Eau.

Ainsi, à l'issu des exposés, l'actuel Ministre du l'aménagement du territoire et de la population, son excellence M. Adama Tiémoko DIARRA, en plus de sa présence a fait une contribution remarquable sur les enjeux du réchauffement climatique.

Juste après les allocutions du ministre, la série des questions réponses et d'autres contributions ont pris place. Nous osons avouer que les débats étaient passionnés et très instructifs à l'image de l'importance du thème.

Tous, étaient d'accords que sans une volonté active des politiques, les défis d'accès rapide à l'assainissement et à l'eau potable pour tous en Afrique seraient très difficiles à relever surtout au regard de l'accroissement démographique exponentiel.

Enfin la déclaration de Bamako a été lue et il y a eu des photos de famille.

La réussite de ce 3ème Forum des jeunes du secteur de l'eau et de l'Assainissement est due au dynamisme de l'Association des Jeunes Professionnels de l'Eau du Mali avec le soutien de leurs partenaires (BORDA, FOFY, NBB, TAMCOM) et particulièrement la SOMAGEP SA, la SOMAPEP SA et l'AAE.



LE DIRECTEUR PAYS DE L'ONG EAU VIVE, DR ZAKARI BOURAIMA, À PROPOS DE «Nous avons besoin d'une gouvernance locale qui soit inclusive et participative, pour ne laisser personne sur la route. Il s'agit d'inclure toutes les parties prenantes dans ce processus qui porte sur la question de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains». Voilà en substance ce que pense Dr Zakari Bouraima, modérateur du 1^{er} forum des élus communaux d'Afrique dans le cadre de l'accès à l'eau et à l'assainissement sur le continent. Lire notre interview ci-dessous.

«Nous avons besoin d'une gouvernance locale qui soit inclusive et participative, pour ne laisser personne sur la route. Il s'agit d'inclure toutes les parties prenantes dans ce processus qui porte sur la question de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains». Voilà en substance ce que pense Dr Zakari Bouraima, modérateur du 1^{er} forum des élus communaux d'Afrique dans le cadre de l'accès à l'eau et à l'assainissement sur le continent. Lire notre interview ci-dessous.

Robinet Dji : Bonjour monsieur, pouvez-vous vous présenter ?

Dr Zakari : Bonjour ! Je suis Zakari Bouraima, Directeur Pays de « Eau Vive International au Burkina-Faso ». C'est une ONG qui intervient sur les questions de l'assainissement, de l'approvisionnement en eau potable et d'autres composantes transversales tels que l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale en direction des communes urbaines et rurales et aussi des questions de citoyenneté et de plaidoyer.

Vous avez été invité à prendre part au 19^{ème} congrès de l'Association Africaine de l'Eau. En plus, c'est vous qui avez modéré le premier forum des maires d'Afrique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire de cette initiative ?

C'est une initiative très pertinente de réunir un certain nombre de municipalités africaines pour débattre ensemble des problèmes auxquels elles sont confrontées notamment les questions d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Je pense qu'en marge de ce 19^{ème} congrès de l'Association Africaine de l'eau, cette initiative de forum sur la problématique du transfert de compétence vers les municipalités est très pertinente parce qu'elle adresse la problématique de l'assainissement sous l'angle de service en direction des populations au niveau de ces municipalités.

Le forum a été réalisé dans le cadre du 19^{ème} congrès de l'Association Africaine de l'Eau, est-ce que vous pensez que cette rencontre de Bamako est déjà un déclic ?

C'est un déclic parce que comme nous l'avons mentionné à l'occasion de ce forum, c'est le premier du genre, c'est la première édition de ce type de rencontre entre les professionnels du secteur, les spécialistes, les experts et les municipalités. Les maires sont venus en nombre à cette rencontre et on a débattu de toutes ces problématiques. Pour beaucoup de pays qui sont dans le processus de décentralisation, de communalisations intégrales, les compétences ont été transféré à ces municipalités sans pour autant qu'on n'ait tous les dispositifs en place aussi bien qu'en ressources humaines, de compétences qualifiées mais aussi de ressources matérielles, financières, logistiques pour faire face à ces nouvelles missions qui leurs sont assignées.

Est-ce que de façon plus précise on peut dire qu'il y a eu un plus ?

C'est forcément un plus, je pense que c'est inédit. Déjà c'est le fait d'avoir y pensé, de pouvoir le concrétiser en associant différents acteurs du secteur de l'assainissement et de l'eau et



d'une manière générale c'est déjà une initiative que je dirai pertinente à l'occasion de ce 19^{ème} congrès. Il faut saluer cette initiative des organisateurs de l'Association Africaine de l'Eau qui a porté cette initiative.

Est-ce que vous confirmez que Bamako a été le carrefour de l'intelligence dans ce domaine ?

En tout cas Bamako, on peut dire qu'il a été le précurseur. C'est donc une démarche novatrice à l'occasion d'un tel forum de réunir un tel panel parce que c'est un panel diversifié. Les maires étaient là, les spécialistes, les porteurs de projet, les opérateurs du développement, le secteur privé et en ce sens, on peut estimer que Bamako, à l'occasion de ce forum, a été la capitale de l'eau.

En terme de recommandation, y a-t-il eu des propositions qui ont été faites au sorti de ce forum ?

Je pense qu'autour de ces débats, de ces échanges, de ces présentations parce qu'il y a eu des communications, un panel que j'ai eu l'occasion de modérer à l'issue de ces échanges et de ce forum, il est ressorti un certain nombre de condition gagnante, de facteurs importants, déterminants qui doivent être vu de manière concrète. Cela pour qu'on puisse faire face aux contraintes évoquées. Je voudrais simplement relever qu'un certain nombre de ces points. D'abord, nous avons besoin du cadre institutionnel et du cadre programmatique important qui positionnent la problématique de l'eau et de l'assainissement en bonne place. Nous avons besoin également de législations incitatives permettant à toutes les parties prenantes de pouvoir et d'interagir en synergie dans ce domaine.

Un autre élément, c'est tout l'appui que les organisations de la société civile, les ONG, en occurrence, comme Eau vive, apportent aux municipalités en termes de l'appui à la maîtrise d'ouvrage communal. Ces communes ont besoin d'être accompagnées pour renforcer leur capacité et doter de plus de dispositifs méthodologiques, les accompagner dans les processus de délégation de service parce qu'elles ne peuvent pas tout faire. Elles ne peuvent pas exécuter toutes les composantes d'activités dans la chaîne de l'assainissement donc la question de la maîtrise d'ouvrage communal très important en terme

MODALITÉS DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE :

« Inclusive et participative, pour ne laisser personne sur la route »

d'appui à ces municipalités.

Un autre élément, c'est de faire en sorte que les infrastructures mises en place soient durables. Qu'il y ait une continuité de service. Et pour cela, on a besoin justement de ces accompagnements pour que dans cette chaîne de valeur certaines organisations privées puissent se positionner pour gérer ces infrastructures en bonne intelligence avec la gestion municipale.

Le domaine de l'assainissement montre aussi qu'il y a des opportunités d'emplois dans toute la chaîne de valeur, gérer les infrastructures. Ce sont des nids d'emploi pour les gens qui savent y travailler en amont mais aval aussi pour gérer les bouts de vidange, les évacuer, les traiter, les réutiliser. Ce sont des opportunités aussi au niveau de ces municipalités et enfin sur un certain nombre d'éléments transversaux qui permet de mettre en place des dispositifs afin de gérer convenablement l'environnement, d'assainir l'environnement, de protéger la

population, de renforcer leur capacité productive au niveau de leur localité.

On a également évoqué les questions de nexus : eau, énergie, assainissement et la sécurité alimentaire. Lesquels sont les éléments importants avec un fort lien de corrélation. Pour finir, nous avons abordé quelques éléments transversaux notamment la question du plaidoyer, porté par un certain nombre d'ONG en faveur des municipalités. Lesquelles sont amenés à s'inscrire dans une priorisation d'eau et d'assainissement qui touchent aux questions de santé publique pour protéger la population, de protéger leur environnement.

Enfin, nous avons besoin d'une gouvernance locale qui soit inclusive et participative, pour ne laisser personne sur la route. Il s'agit d'inclure toutes les parties prenantes dans ce processus qui porte sur la question de l'eau et de l'assainissement dans les pays africains.

MUTUALISATION INTERCOMMUNALE EN MATIÈRE DE GESTION DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

Quand Bamako donne le top de départ !

En prélude à l'ouverture du Congrès, Bamako a abrité le 1er forum des élus communaux d'Afrique sur le thème : « Développement ou transfert des compétences aux gouvernements locaux : quelle voie vers les ODD pour le secteur local de l'Assainissement et de l'Eau ? ». Venus d'une dizaine de pays d'Afrique et des villes de l'intérieur du Mali, ils se sont penchés sur les mécanismes de renforcement des capacités des communes pour faire face aux contraintes en matière de gestion de l'eau et de l'assainissement. La rencontre de Bamako a donné le top de départ !

En Afrique, dans plusieurs communes, les élus communaux ne s'impliquent ou ne le sont pas pleinement dans la gestion des services de l'eau et de l'assainissement. Dans les cas où ils le sont, ils sont démotivés par manque de ressources. Lequel constitue aujourd'hui une problématique majeure à laquelle les gouvernants tentent de trouver la solution.

Peut-on raisonnablement relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les communes sans l'implication des élus communaux ? Pour nous, la réponse à cette question est négative. Quand on sait que le maire est le premier citoyen de la Commune. Il est élu sur la base d'un programme de gouvernance de sa commune qui est confrontée au premier chef aux problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement.

En plus de l'implication des élus communaux, il faut signaler que l'atteinte des objectifs passe nécessairement par la dotation des municipalités en ressources adéquates. A cet effet, l'action de la Fondation Bill et Melinda Guet est fort appréciée dans le cadre du financement des projets d'assainissement en Afrique. Une autre action, non moins importante de la fondation, est le financement du premier forum des élus communaux d'Afrique sur le thème : « Développement ou transfert des compétences

aux gouvernements locaux : quelle voie vers les ODD pour le secteur local de l'Assainissement et de l'Eau ? ».

Au cours de cette assise de Bamako, les participants, venus de plusieurs régions d'Afrique ainsi que des communes de l'intérieur du Mali, ont abordé les questions auxquelles ils sont confrontés en matière d'accès au service l'assainissement, à travers la gestion des déchets solides et liquides, et à l'eau potable.

Dans le détail, les participants ont relevé des éléments pertinents en l'occurrence le renforcement des capacités des communes dans le cadre de la gestion des maîtres d'ouvrage communal. Ils ont aussi sollicité l'appui des partenaires pour combler le manque de ressources humaines, financières qui constitue un handicap majeur contre le bon fonctionnement des communes.

En outre, d'autres questions ont été évoquées. Il s'agit, entre autres, du renforcement de la volonté politique en priorisant l'eau et l'assainissement, l'appui de la législation, les innovations simples et pratiques pour valorisation et la réutilisation des déchets.

Abordant la dimension économique, les réflexions ont porté sur la question de durabilité et de continuité, l'implication des privés dans le travail, la promotion de la communication à travers le marketing social pour un changement de comportement et même la création d'emploi à travers la gestion des latrines et le traitement des boues de vidange.

En plus, les élus ont travaillé dans le sens d'améliorer le cadre de vie et de la santé des populations. Ainsi, ont-ils mis l'accent sur le nexus eau et assainissement, la sécurité alimentaire ainsi que la question stratégique de plaidoyer, régulation, gouvernance et participation au processus.

CE QU'IL FAUT RETENIR DU 19^E CONGRES

- 1 200 participants venant de 42 Pays des 5 continents dont 31 d'Afrique.
- 90 exposants sur une surface totale de stands de 1 242 m².

NB : Cette exposition a vu la participation de 7 sociétés maliennes. Pour la première fois, le nombre de M² des exposants basés en Afrique est plus important que ceux des exposants basés hors Afrique qui restent tout de même plus nombreux.

EVENEMENTS PRE-CONGRES

- **Le Comité de Direction (CD) ;**
- **Une Assemblée Générale** qui a entériné le renouvellement des membres du CD et du bureau du Conseil Scientifique et Technique (CST) ;
- **La 3^{ème} édition du Forum des Jeunes Professionnels de l'Eau** sur le thème : « *accélérer l'accès aux services d'assainissement et de l'eau face aux défis du changement climatique : quel rôle pour la jeunesse* » ;
- **La deuxième édition du Forum du Réseau des Femmes Professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement en Afrique**, sur le thème : « *genre et changement climatique en Afrique* » ;
- **La 1^{ère} édition du Forum des Maires** sur le thème : « *développement ou transfert des compétences aux gouvernements locaux : la voie vers les ODD en eau et assainissement face aux changements climatiques* ».

EVENEMENTS CONGRES

1- La cérémonie officielle d'ouverture regroupant plus de 600 participants et présidée par son Excellence Monsieur Soumeylou Boubeye MAIGA, Premier Ministre du Mali avec à ses côtés les ministres maliens en charge de l'eau, M. Malick ALHOUSSEINI et de l'assainissement, Mme KEITA Aïda MBo ;

2- Le symposium sur le thème du congrès qui a enregistré environ 400 participants. Ce symposium a vu la participation de 3 ministres dont 2 du Mali et 1 du Sénégal. La modération a été assurée par le célèbre journaliste de Radio France Internationale, Alain FOKA.

3- Sessions plénières :

- La Première session plénière a porté sur l'expérience pratique de l'élimination de la défécation à l'air libre : stratégie et leçons tirées de l'inde.

- La deuxième session s'est penchée sur les financements innovants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique et a développé la problématique de l'atténuation des effets du changement climatique.

- La troisième session avait pour thème l'accélération de l'accès à l'eau potable.

SESSIONS TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES

Le 19^e Congrès a enregistré 26 sessions techniques et scientifiques, alimentées par 85 communications et présentations dont 35 sur l'assainissement et 50 sur l'eau potable. Les sessions ont porté sur les thématiques suivantes :

- Changement climatique, énergie et gestion des ressources en eau ;
- Accès universel à l'eau ;
- Amélioration de la fourniture des services d'assainissement ;
- Progrès en matière de technologie innovante ;
- Gestion des ressources humaines et renforcement des capacités ;
- Mécanisme de financement et d'investissement.

LA PRIORITÉ DONNÉE À L'ASSAINISSEMENT

Pour la première fois, l'AAE a dédié une journée à l'assainissement. A cet effet, 16 sessions parallèles ont été animées par des fournisseurs de solutions technologiques, des institutions financières et des partenaires au développement de renommée internationale. Une vingtaine (20) d'organes de presse dont deux (2) internationaux ont assuré la couverture médiatique.

NB : A l'instar des précédents congrès, six membres de l'AAE ont été élevés au rang de membre d'honneur de l'AAE édition 2018.

DE L'ASSOCIATION AFRICAINE DE L'EAU

Les principales recommandations du Congrès :

1. Mener des actions de plaidoyer auprès des gouvernements pour clarifier le cadre réglementaire pour une action efficace en assainissement ;
2. Renforcer la mise en œuvre du mandat de l'AAE en termes de renforcement de capacités des opérateurs du secteur eau/assainissement et des jeunes, notamment par l'opérationnalisation de l'académie africaine de l'eau ;
3. Promouvoir les partenariats entre les opérateurs eau/assainissement ;
4. Développer avec l'appui des partenaires techniques et financiers, des financements innovants pour accélérer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour tous en Afrique ;
5. Développer la recherche scientifique et technique pour répondre aux défis du secteur notamment dans le domaine de l'eau non facturée, la qualité de l'eau, l'adaptation aux changements climatiques, l'assainissement autonome ;
6. Soutenir les activités des jeunes professionnels par la mobilisation des ressources et l'octroi des bourses pour la recherche universitaire ;
7. Appuyer le développement des réseautages notamment pour le partage des connaissances entre les maires et élus locaux, entre les femmes, les jeunes professionnels et les centres de formation.

1er FORUM DES MAIRES D'AFRIQUE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

DECLARATION

Nous, Maires et Elus Locaux d'Afrique, Réunis à Bamako au Mali, ce 11 Février 2018, A l'occasion du 1er Forum des Maires et élus locaux d'Afrique sur l'Eau et l'Assainissement, Organisé en marge du 19è congrès et Exposition internationale de l'Association Africaine de l'Eau,

Déclarons ce qui suit :

- Considérant les dictons selon lesquels l'eau c'est la vie et l'Assainissement c'est la dignité et la santé ;
- Considérant que l'accès à l'eau et l'assainissement est un droit humain reconnu dans la charte universelle des droits de l'homme auxquelles la plupart de nos pays africains ont souscrit ;
- Considérant que l'accès durable pour tous à l'eau et aux services d'assainissement d'ici à l'horizon 2030 est un des objectifs clés des objectifs du Développement Durable (ODD) auxquels nos pays Africains sont engagés ;
- Considérant qu'un des outils stratégiques dont la plupart de nos pays déploie pour s'assurer de l'atteinte de ses objectifs à l'échelle locale est la politique de décentralisation des services de base dont l'eau et l'assainissement ;
- Réalisant que l'assainissement et la sécurité de l'eau sont des facteurs clés du développement sociopolitique et économique de l'Afrique ;



- Convaincus que sans ressources matérielles, financières et humaines en quantité et en qualité suffisante pour la mise en œuvre de nos politiques de développement ;
- Edifiés de ce que le développement des partenariats Nord-sud et Sud-Sud à travers différents canaux de réseautage constitue un des leviers importants pour le renforcement des capacités des acteurs locaux à travers le benchmarking et les partenariats par pairs, Formulons les recommandations suivantes :

 1. Créer le Réseau Africain des Maires pour l'Eau et l'Assainissement ;
 2. Instituer l'organisation à fréquence annuelle du Forum des Maires et élus locaux d'Afrique sur l'Eau et l'Assainissement ;
 3. Promouvoir l'adhésion à l'Association Africaine de l'Eau les communes des pays africains dont la législation confère aux municipalités les compétences de

l'eau et de l'assainissement ;

4. Susciter auprès des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique dont le Conseil Africain des Ministres en Charge de l'Eau (AMCOW) et des Partenaires Techniques et Financiers internationaux les efforts de plaidoyer, d'appui technique et financier pour accompagner les communes dans leur volonté d'être des acteurs de premier plan pour l'atteinte des ODD en matière d'eau et d'assainissement ;

5. Inviter les gouvernements africains à accélérer la mise en œuvre des politiques de décentralisation des services de base dont l'eau et l'assainissement et les

accompagner dans les transferts des ressources humaines, matérielles et financières conséquentes ; Désignons les Maires suivants : Maire du District de Bamako (Mali), le délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé (Cameroun), le Maire de Kampala (Ouganda) le Maire de Lusaka et le Maire de Durban (Afrique du Sud) pour le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations, Sollicitons l'Association Africaine de l'Eau pour nous accompagner dans la mise en œuvre de ce réseau jusqu'à ce qu'il devienne auto-opérationnel.

Fait à Bamako, le 15 Février 2018

DECLARATION DES FEMMES PROFESSIONNELLES

Les Femmes Professionnelles Africaines des Sociétés d'eau et d'assainissement d'Afrique ici présentes remercient sincèrement leurs Sœurs du Mali pour leur accueil chaleureux et étendent ces remerciements aux Directeurs Généraux, à tout le personnel de la SOMAGEP et de la SOMAPEP et aux Autorités de la République du Mali...

DECLARATION

En prélude au 19ème Congrès International et Exposition de l'AAE, Bamako a abrité le dimanche 11 février 2018, à l'Hôtel Laïco de l'Amitié, le 2ème Forum du Réseau des Femmes Professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement, sur le thème : « Genre et Changement Climatique en Afrique ».

Le Forum a constaté que les effets néfastes des changements climatiques sont une réalité vécue sur tout le continent africain.

Le Forum a mis l'accent sur le fait que les femmes sont les plus vulnérables aux effets des changements climatiques.

Le Forum a regretté le fait que les femmes ne soient pas suffisamment impliquées à des niveaux stratégiques de prises de décision dans les structures de gestion de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Environnement.

Considérant l'importance de la prise en compte du genre dans les politiques et stratégies de gestion des changements climatiques :

- Le Forum lance un appel solennel aux hommes du secteur, aux autorités politiques et administratives, aux partenaires techniques et financiers, aux organisations de la société civile à accompagner les femmes professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement, dans la réalisation des projets pour lutter contre le changement



climatique ;

- Le Forum invite les sociétés de gestion de l'Eau et de l'Assainissement à assurer la promotion des femmes dans les instances de prise de décision ;

- Le Forum appelle les membres du Comité de Direction de l'AAE à faire plus de place aux femmes au sein de ce Comité ;

- Le Forum encourage les femmes professionnelles de l'Eau et de l'Assainissement à croire en elles, afin d'amorcer un nouveau départ dans la lutte contre les changements Climatiques ;

- Le Forum recommande un changement de paradigme pour assurer aux femmes un rôle de leadership, afin d'influencer les politiques ;

- Le Forum suggère l'institutionnalisation d'une synergie forte entre les femmes, pour renforcer les capacités de propositions à hauteur de souhait.

Fait à Bamako, le 11 février 2018.

FORUM DES JEUNES PROFESSIONNELS

DECLARATION DE BAMAKO

« Nous, Jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement des pays d'Afrique réunis à Bamako, au Mali, le 11 février 2018, au 3ème Forum africain des jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement, adhérons à la présente DECLARATION DE BAMAKO.

Nous, jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement sommes conscients du rôle déterminant que nous devons jouer pour relever les défis majeurs du secteur sur le continent africain ;

Nous, jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement sommes conscients que les effets du changement climatique affectent considérablement l'environnement et les conditions d'accès à l'eau potable et l'assainissement ; et que des efforts particuliers doivent être faits pour faciliter l'accès pour tous à l'assainissement et préserver nos ressources en eau en luttant contre le changement climatique ;

Nous, jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement, offrons toutes nos compétences à l'AAE pour atteindre ses objectifs ; et pour ce faire avons une doléance particulière : celui d'intégrer les instances de réflexion tels que le Comité Scientifique et Technique de l'AAE ;

Enfin,

Nous, jeunes professionnels de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement savons compter sur l'appui technique et financier constant de l'Association Africaine de l'Eau et ses partenaires, des autorités locales et des sociétés du secteur ;

Nous remercions l'AAE et son comité local d'organisation, pour leur accompagnement. Nous saluons tous les jeunes pour leur engagement et dynamisme ».

Fait à Bamako, le 11 février 2018



ALBUM PHOTOS



Les récipiendaires du 19^{ème} Congrès. On reconnaît au milieu le Directeur Général de la SOMAGEP SA et Président du Congrès, M. Boubacar KANE



Alain FOKA, RFI



Salif KEITA entre Mamadou DEMBELE (à gauche) et Abdrahamane DEMBELE (à droite)



Les PCA de la SOMAGEP-SA et de la SOMAPEP-SA (gauche à droite) Pr Younouss Hameye DICKO et Namcoma KEITA



Au milieu et à droite : Cheikna SIDIBE et Tiona Mathieu KONE



Alarfach Ag Mohamed expliquant la télégestion au Premier Ministre, Soumeylou Boubèye MAIGA



Salif KEITA en pleine prestation sur le poduim



Photo de Famille du Comité Local d'Organisation (CLO) et le Président du Congrès au centre au Dîner de Gala